

Les religions et l'Etat en Russie

Une relation équivoque

Agnieszka Moniak-Azzopardi

DANS **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST** 2004/5 n° 1045 , PAGES 28 À 38
ÉDITIONS **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

ISSN 0590-0239

DOI 10.3917/cpe.045.0028

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-5-page-28?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Documentation française.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Doctorante au Centre d'études russes, soviétiques et post-soviétiques, EHESS, assistante de recherche au CERI - Sciences Po, Paris.
Manuscrit clos en septembre 2004

Les religions et l'Etat en Russie

Une relation équivoque

La Constitution adoptée en 1993 et plusieurs lois garantissent aux citoyens de la Fédération de Russie la liberté de conscience et de pratique religieuse. Depuis le début des années 1990, on assiste au développement des Eglises et des organisations religieuses sur le territoire russe, au point que certains observateurs ont qualifié le phénomène de «renaissance». Si cette thèse semble aujourd'hui excessive, la référence à la religion demeure l'un des points de rencontre entre le monde politique et une partie de la société russe. La place du religieux continue de susciter de nombreux débats tant au sein des Eglises que de l'Etat et des partis politiques.

Le paysage religieux en Russie

L'Eglise orthodoxe russe placée sous l'autorité du Patriarcat de Moscou est la principale communauté religieuse du pays. Selon les enquêtes, de 70 à 80 % des Russes se déclarent orthodoxes⁽¹⁾, alors que les pratiquants ne représentent que 6 à 7 % de la population. Mais les orthodoxes ne forment pas un groupe homogène. Plusieurs courants coexistent et les communautés orthodoxes issues des schismes⁽²⁾ disposent de leurs propres Eglises.

L'islam, considéré comme la deuxième religion du pays, regroupe entre 15 et

20 millions de personnes, concentrées essentiellement dans le sud du pays et à Moscou où résident près de 800 000 musulmans⁽³⁾. Les juifs ont massivement quitté la Russie après la dissolution de l'URSS. Selon le dernier recensement, réalisé en 2002, ils n'étaient plus que 230 000 contre 570 000 en 1989. Les autres communautés religieuses sont peu nombreuses. Le bouddhisme, malgré des milliers de sympathisants, compte très peu de pratiquants. Les catholiques représentent entre 0,2 % et 1,3 % de la population, soit 300 000 à 2 millions de personnes⁽⁴⁾. Les protestants des diverses obédiences sont près d'un million et vivent principalement à Moscou, Saint-Pétersbourg, Omsk, Krasnodar et Vladivostok. Les adeptes des sectes (concept flou dans le contexte russe puisqu'il englobe souvent les protestants et les membres des nouveaux mouvements religieux) sont encore moins nombreux⁽⁵⁾. Près de 23 % des Russes se disent athées⁽⁶⁾.

● Les religions traditionnelles

Ainsi, l'orthodoxie domine la scène russe. Ses dirigeants collaborent activement avec le pouvoir politique en exerçant de multiples pressions afin de renforcer leur position. La loi sur la liberté de conscience, adoptée le 23 juin 1997, déclare respecter «l'orthodoxie, élément inaliénable de l'héritage historique, spirituel et culturel commun de

la Russie, de même que l'islam regroupant des millions de personnes, le judaïsme, le bouddhisme et les autres religions traditionnellement présentes dans la Fédération de Russie. La politique confessionnelle de la Russie repose sur cette classification entre les différentes religions (voir *infra*).

Vladimir Poutine, lui-même, se définit souvent comme orthodoxe tout en affirmant que l'Etat soutient toutes les confessions traditionnelles en Russie. Les relations entre les pouvoirs politique et religieux sont complexes. L'analyse portera sur les religions implantées de longue date, qui cherchent à se ménager une place particulière dans l'Etat. Dans ce but, elles ne reculent pas devant les compromis «nécessaires» ni le soutien accordé, souvent aveuglement, au pouvoir et sont amenées à œuvrer contre les autres croyances. De nombreuses confessions se retrouvent ainsi menacées. Certaines Eglises chrétiennes en font souvent partie, passant au gré des analystes politiques et religieux d'une catégorie à une autre.

Les rapports complexes entre l'Etat et la religion constituent un excellent indicateur des changements politiques et sociaux. Les Eglises, comme les organisations non gouvernementales, ne sont pas épargnées par la réduction de l'espace échappant à la domination de l'Etat dans la Russie de V. Poutine. Comment l'Etat construit-il ses relations avec les religions ? Et comment celles-ci tentent-elles de faire prévaloir leurs intérêts tout en cherchant à influencer la politique du pouvoir à l'égard du religieux ?

La plus grande Eglise de Russie, l'Eglise orthodoxe russe, est dirigée par le Patriarche Alexis II, qui regroupe sous son autorité les métropolitains, les archevêques et les évêques. Dès le début des années 1990, elle est largement présente sur la scène poli-

tique. Au cours des années Eltsine, elle dut lutter pour la reconnaissance de son rôle passé et présent. La loi sur la liberté de conscience de 1997, les textes sur la sécurité de l'Etat, les accords passés avec les ministères et divers acteurs politiques attestaient de la puissance de la hiérarchie orthodoxe et de son pouvoir d'influence. L'arrivée de V. Poutine n'a pas réellement changé cette donne.

Les musulmans, les juifs et les bouddhistes, contrairement aux orthodoxes, n'ont pas de représentant officiel unique. Les musulmans russes sont divisés entre plusieurs communautés dont les trois plus importantes sont la Direction centrale des musulmans de Russie dirigée par Talgat Tadjouddin, la Direction spirituelle des musulmans de Russie de Ravil Gainoutdin, par ailleurs président du Conseil des muftis de Russie, et le Centre de coordination pour les musulmans du Caucase du Nord, avec à sa tête Ismail Berdiev. La communauté juive est, de son côté, partagée entre le Congrès des communautés et organisations juives de Russie (KEROOR), présidé par Adolf Chaevitch, et la Fédération des communautés juives de Russie (FEOR), dirigée par Berl Lazar, et qui a été élu en juin 2000 Grand rabbin de Russie. Les bouddhistes connaissent de multiples divisions géographiques et doctrinales selon leur école de pensée et leur pratique. Le bouddhisme le plus traditionnel de Russie est celui pratiqué dans la république de Kalmoukie.

Du côté de l'Etat, de nombreuses structures politiques sont censées réguler les rapports avec le religieux : des comités pour les questions religieuses existent auprès de la Douma, de l'administration présidentielle et des sujets de la Fédération. Ils regroupent les représentants des religions traditionnelles ainsi que les acteurs politiques qui les soutiennent.

Au service du pouvoir

Dès le début de la campagne présidentielle de Vladimir Poutine en 2000, les orthodoxes ont mis à son service leurs réflexions, recherches et symboles susceptibles de mobiliser la population. Au moment de la transmission du pouvoir entre B. Eltsine et V. Poutine, le 31 décembre 1999, le Patriarche Alexis II fut le seul représentant religieux invité. Il bénit le dauphin à cette occasion et l'assura de son soutien. Le métropolite Kirill, président du Département des affaires extérieures du Patriarcat et *de facto* numéro deux de l'orthodoxie russe, s'est personnellement engagé, collaborant avec Guerman Gref, qui dirigeait la campagne de V. Poutine. Un scénario semblable se répéta lors de l'élection présidentielle de mars 2004.

L'Eglise orthodoxe propose aux acteurs politiques une offre idéologique non négligeable. Le Patriarche joue un rôle symbolique, tandis que le métropolite Kirill et les autres membres de la hiérarchie participent plus directement à la vie politique : opposés aux idées libérales, voire à la démocratie, ils se réclament des valeurs «traditionnelles», de l'orthodoxie et des anciennes formes de la vie sociale et économique. Le Programme social de l'Eglise orthodoxe russe, adopté en août 2000, constitue une référence normative dans la construction de ses relations avec le monde laïc. Il n'empêche pas, malgré l'affirmation de la séparation du temporel et du spirituel, les hiérarques orthodoxes de participer directement ou indirectement à la vie politique du pays. Après l'élection présidentielle de 2000, l'Eglise a activement participé aux travaux de l'Assemblée mondiale du peuple russe, une organisation d'inspiration orthodoxe fondée en 1995 et présidée par Alexis II, qui comprend des représen-

tants de toutes les forces politiques du pays. Elle a également cherché à jouer un rôle dans la création de l'Union des citoyens chrétiens. Même si cette organisation a été rapidement démantelée, elle a essaimé. L'un de ses fondateurs, Dmitri Rogozine, est devenu l'un des dirigeants du bloc Rodina (La Patrie), connu pour ses prises de positions pro-orthodoxes.

L'islam, dont le Programme social a été adopté par le Conseil des muftis de Russie en 2001⁽⁷⁾, n'interdit pas à sa hiérarchie de participer à la vie politique et souligne le caractère laïc de l'Etat. La deuxième guerre de Tchétchénie, les actes terroristes perpétrés à Moscou, la menace de l'extrémisme islamiste ont fait entrer les dirigeants musulmans dans le champ politique. En 2000, la hiérarchie musulmane a soutenu la candidature de V. Poutine : quatre jours avant le scrutin, les deux principaux muftis ont appelé à voter en sa faveur. Ravil Gainoutdin décida de se rallier au dauphin de B. Eltsine, en dépit de son amitié pour le maire de Moscou, Iouri Loujkov, qui n'avait pas encore fait allégeance à celui-ci. Les mouvements se réclamant de l'islam ne sont pas parvenus à entrer à la Douma. En effet, lors des élections de 1999, la Commission électorale centrale refusa d'enregistrer la liste présentée par «Nur», tandis que les *leaders* de la coalition «Medjlis», Leonard Rafikov et Marat Khairulin, se présentèrent sous les couleurs du parti de V. Tchernomyrdine «Notre maison – la Russie», mais sans succès. Le Comité fondamentaliste islamiste de Geidar Djemal s'allia avec le mouvement radical national-communiste «Mouvement de soutien de l'armée» avec des résultats encore moins probants⁽⁸⁾. Les autres Eglises traditionnelles furent très peu présentes lors des campagnes électorales de 1999 et de 2000.

Durant le premier mandat de V. Poutine, la Douma était dominée par des députés proches de l'orthodoxie. L'Eglise orthodoxe bénéficie, en effet, du soutien de nombreuses forces politiques. Gueorgui Poltavtchenko, représentant plénipotentiaire du Président dans le district fédéral du Centre, joue un rôle très important dans la propagation des idées orthodoxes. Proche du métropolite Kirill, il appuie au niveau local et national toute entreprise qui fait référence à l'orthodoxie et à ses droits en Russie. Il en est de même pour Sergueï Glaziev, ex-communiste et co-dirigeant de Rodina, Victor Zorkaltsev, président du comité pour les organisations sociales et religieuses auprès de la Douma, son suppléant Alexandre Tchouiev, *leader* du Parti chrétien démocrate russe, Piotr Latychev, représentant de V. Poutine dans le district de l'Oural...

● Des liens étroits

Les communistes ont noué des liens très étroits avec l'Eglise orthodoxe. Dès les élections législatives de 1995 et présidentielle de 1996, ils ont ouvertement cherché le soutien de la hiérarchie orthodoxe. Aujourd'hui, ils font partie de toutes les organisations qui se réclament de la tradition russe-orthodoxe. Ils sont particulièrement actifs au sein de l'Assemblée mondiale du peuple russe. Lors de la dernière réunion de celle-ci, en février 2004, S. Glaziev proposa une Charte des principes moraux et des règles économiques⁽⁹⁾. Les hiérarques orthodoxes comme Alexis II, le métropolite Kirill, des responsables politiques comme G. Poltavtchenko, Vladimir Zorine et Igor Ivanov, alors respectivement ministres des Nationalités et des Affaires étrangères, ont analysé ce texte qui reconnaît la légitimité des actions engagées contre la compagnie pétrolière Ioukos et les oligarques.

En règle générale, les représentants des religions traditionnelles soutiennent le pouvoir en place. Ils en dépendent matériellement et ont une longue tradition de connivence avec les dirigeants politiques. Pour leur part, ceux-ci n'oublient pas d'inclure le religieux dans leur campagne. Lors des élections de décembre 2003 et de mars 2004, cette logique a parfaitement fonctionné, les partis «Pour la Sainte Russie» de Sergueï Popov, le Parti national de Guennadi Raïkov, devenu Parti national de la Fédération de Russie, le parti Rous, le bloc Rodina dirigé par Sergueï Glaziev et Dmitri Rogozine, le Parti communiste de Guennadi Ziouganov s'étant prévalus de l'Eglise orthodoxe. Etrangement, le parti du pouvoir, Russie unie, fut celui qui utilisa le moins l'argument religieux. V. Poutine se borna à souligner, le 20 septembre 2003, lors du congrès du parti, que ce dernier devait prendre en considération le fait que «90 % des fidèles sont des orthodoxes». De leur côté, le Parti libéral-démocrate de Vladimir Jirinovski et Iabloko de Grigori Iavlinski ont appelé à la coopération avec les religions traditionnelles, mais sans plus. Comme en 1999, les partis «musulmans» ne sont pas parvenus à obtenir des élus. Le bloc «Grande Russie-Union eurasiatique», dirigé par Pavel Borodine – «intendant» du Kremlin durant la présidence de B. Eltsine – a tenté d'utiliser la symbolique musulmane pour obtenir le soutien de l'électorat musulman, mais il n'a recueilli que 0,28 % des voix ! Un comité inter-parti «La Russie et le monde musulman» a été créé au sein de la nouvelle Douma. Il regroupe actuellement 45 députés issus de toutes les fractions.

● Manipulations

Les communautés juives, musulmanes et bouddhistes soutiennent le pouvoir en place, même quand celui-ci s'im-

mise dans leurs affaires. Les musulmans russes ne jouissent pas du même soutien de la part du Kremlin s'ils appartiennent à la Direction centrale dirigée par Talgat Tadjouddin ou à la Direction spirituelle présidée par Ravil Gainoutdin. Les deux *leaders* sont en conflit permanent pour obtenir l'appui du Président. Dès l'arrivée de V. Poutine au pouvoir, R. Gainoutdin a gagné ses faveurs, tandis que T. Tadjouddin cherchait à s'imposer comme interlocuteur auprès de l'Église orthodoxe. Mais au printemps 2003, ce dernier appelait au djihad contre les États-Unis, perdant ainsi toute autorité dans une Russie qui avait fait le choix d'un rapprochement avec Washington après le 11 septembre 2001. Dès lors, il devint *persona non grata* au Kremlin. Toutefois, le Président a rencontré T. Tadjouddin lors de son voyage à Oufa, au Bachkortostan, en janvier 2003. Alors que les *leaders* musulmans s'accusent mutuellement d'extrémisme et de wahhabisme, le geste de V. Poutine peut être interprété comme un changement de politique. Mais l'hypothèse d'une manipulation visant à déstabiliser cette communauté afin de mieux la contrôler est plus probable. Le pouvoir tente, depuis un certain temps, de regrouper les musulmans dans le cadre de son projet de création d'un Haut conseil musulman et cherche le candidat idoine pour le diriger⁽¹⁰⁾.

Avec la multiplication des attentats terroristes perpétrés en Russie, les autorités russes se livrent à une manipulation encore plus manifeste des structures organisationnelles de l'islam, car il veut garantir la domination des courants islamiques les plus loyaux et les plus faciles à contrôler. Le projet «Islam russe», élaboré par Sergueï Gradirovski et Piotr Chtchedrovitski les conseillers de Sergueï Kirienko, représentant présidentiel dans le district fédéral de la Volga –, constitue l'une des expressions de cette poli-

tique. Son objectif est de développer un islam propre à la Russie qui, coopérant avec l'orthodoxie, œuvrerait à l'intégration des musulmans et à leur russité. Ainsi, serait épargné à la Russie le «choc des civilisations», qui diviserait le monde. Concrètement, la création d'une ou de plusieurs écoles musulmanes placées sous l'autorité et le contrôle de l'État pourrait permettre d'inclure l'islam dans «l'identité russe» et de garantir sa loyauté.

La communauté juive, divisée en deux grands groupes, illustre parfaitement la façon dont le pouvoir politique exploite le fait religieux. Adolf Chaevitch, président du Congrès des communautés et organisations juives de Russie, a été privé de son poste au Conseil présidentiel des affaires religieuses, peu après l'arrivée de V. Poutine au Kremlin. Il était, en effet, considéré comme un proche de l'oligarque Vladimir Goussinski, à l'époque président du Congrès juif de Russie et opposant à la politique du Kremlin. Un autre oligarque, Boris Berezovski, qui soutenait celle-ci, a pris fait et cause pour Berl Lazar, président de la Fédération des communautés juives, lequel fut élu en 2000, avec son appui, Grand rabbin de Russie. Par conséquent, c'est aussi lui qui occupe depuis mars 2001 le poste de A. Chaevitch au Conseil présidentiel. Il est difficile de donner une explication satisfaisante à la promotion d'un personnage quasi inconnu, qui a passé la plus grande partie de sa vie en Italie et aux États-Unis et est, en outre, proche des juifs orthodoxes «Loubavitch». A la différence de son prédécesseur qui n'avait pas l'habitude de rencontrer les responsables juifs, V. Poutine s'entretient régulièrement avec B. Lazar.

Les divisions internes touchent aussi les communautés bouddhistes. L'État manifeste peu d'intérêt pour ces groupes ultra-minoritaires, et ce n'est qu'en

2000 que les bouddhistes ont pu entamer la construction d'un temple à Moscou. Dispersés et divisés, ils souhaiteraient se rassembler dans un Conseil de coordination⁽¹¹⁾, projet conforme à la logique de contrôle de l'Etat et donc vu d'un œil favorable par le pouvoir. Depuis 1995, Damba Aiouchiev est à la tête de la Direction centrale spirituelle des bouddhistes de Russie. Contrairement à ce que pourrait laisser supposer son appellation, il s'agit en fait d'une petite structure qui ne collabore pas avec d'autres courants bouddhistes de Russie, mais qui est un interlocuteur du pouvoir. Même si les bouddhistes semblent peu intéressés à obtenir le soutien du pouvoir qui, selon eux, «n'a aucune idée du bouddhisme», plusieurs problèmes agitent cette communauté, notamment l'épineuse question de la venue du Dalai Lama en Russie.

Les confessions menacées

A côté des religions traditionnelles, il existe aujourd'hui en Russie plusieurs autres organisations religieuses. La loi sur la liberté de conscience de 1997 a introduit une distinction entre religions traditionnelles ou non et a prévu nombre de restrictions à l'égard de ces dernières, notamment en exigeant des organisations religieuses qu'elles justifient d'une présence sur le sol russe d'au moins 15 ans pour pouvoir être enregistrées. Le christianisme non orthodoxe se trouve très souvent à la frontière entre les deux. Les confessions indésirables sont clairement désignées tant par les textes que par les représentants des confessions «traditionnelles» et leurs alliés politiques. Il ne fait aucun doute que certaines confessions religieuses sont actuellement menacées dans leur activité, voire dans leur existence.

● Les chrétiens

Le cas le plus épineux est celui des relations entre l'Eglise orthodoxe et l'Eglise catholique. Le conflit entre ces Eglises est historiquement et théologiquement enraciné. Depuis plus de dix ans, la hiérarchie orthodoxe proteste contre «l'expansion et le prosélytisme catholiques» en Russie. Quand, en février 2002, le pape crée des diocèses sur le territoire russe, l'Eglise orthodoxe répond par des manifestations et cherche à mobiliser le monde politique. Le 15 février 2002, V. Jirinovski, *leader* du Parti libéral-démocrate de Russie, fait voter à la Douma une motion demandant au ministère des Affaires étrangères : «de ne pas donner de visas aux représentants du Vatican...»⁽¹²⁾. Quatre prêtres et un évêque furent ainsi empêchés de venir en Russie en 2002, mais les représentants du ministère nièrent à chaque fois toute responsabilité dans ces refus. En novembre 2002, le vice-ministre des Affaires étrangères d'alors, Alekseï Fedotov, a reconnu que la Russie «construit ses relations avec le Vatican en prenant en compte la position de l'Eglise orthodoxe». Cette déclaration constitue la manifestation d'hostilité la plus grave envers les catholiques en Russie, parmi la multitude d'actions locales et nationales visant cette communauté. Le vice-président du Conseil de la Fédération, Valeri Goregliad, affirme que l'expansion catholique est l'un des vecteurs de l'influence de l'Occident⁽¹³⁾. Même si le chef de l'Etat se montre toujours bienveillant à l'égard des catholiques, le Patriarcat orthodoxe apporte les «preuves» de leur manque de loyauté, permettant ainsi aux autorités centrales et locales de justifier l'adoption de mesures restrictives. Les catholiques font partie du Comité pour les questions religieuses de la Douma et du Conseil pour la coopération avec les organisations religieuses près le

Président de la Fédération. Or, ils ne furent pas invités au II^e Forum inter-religieux, organisé en mars 2004 par le Conseil inter-religieux de Russie, parce que les orthodoxes y ont opposé leur veto.

La même logique de «discrimination» est à l'œuvre à l'encontre des communautés protestantes. Les accusations classiques à propos de leur prosélytisme se traduisent par le refus de leur louer des salles de réunion, des conflits autour des bâtiments ecclésiastiques concernant les titres de propriété, des procès, l'interdiction de pénétrer dans les prisons et les casernes, etc.⁽¹⁴⁾. Le père Dmitri Smirnov, président du Département du Patriarcat de coopération avec les forces armées, a refusé de respecter l'accord de 2003 signé avec les chrétiens évangélistes sur la réalisation d'actions communes dans les lieux d'incarcération et les garnisons⁽¹⁵⁾. L'Eglise orthodoxe considère que les protestants véhiculent des croyances et des pratiques étrangères. Si cette idée vaut effectivement pour certaines Eglises charismatiques, en revanche les confessions protestantes présentes en Russie depuis des siècles sont imprégnées de la tradition russe et s'opposent aux pratiques nouvelles.

Les protestants, et plus particulièrement les courants évangélistes, préfèrent une grande souplesse institutionnelle à une hiérarchie centrale. Or, la législation russe les a obligés à entrer dans un cadre centralisateur. Les unions se multiplient afin de permettre l'enregistrement et l'activité des groupes. Se conformer à la tradition, souligner sa russité, entrer dans les diverses structures fédérales constitue le seul moyen pour survivre et défendre ses droits toujours menacés. L'Union des chrétiens évangélistes, fondée en 1993 à Krasnodar, se réfère par exemple à un saint orthodoxe, Serge de Radonège, et au père Alexandre Men, prêtre orthodoxe assassiné en 1990

pour ses convictions œcuméniques et démocratiques⁽¹⁶⁾.

● Répression

A la fin de 2003, au moins 84 personnes ont été expulsées de Russie pour des raisons religieuses : 54 étaient protestantes, 15 musulmanes, 7 catholiques, 3 bouddhistes, 3 mormones, 2 témoins de Jéhovah⁽¹⁷⁾. Ces derniers sont très souvent accusés de provoquer des conflits inter-religieux et ils sont nombreux à être traduits en justice, mais selon John Burns, l'un de leurs avocats les plus connus, dans la plupart des cas, ils obtiendraient gain de cause. Toutefois, pour Vassili Kaline, président du Comité des témoins de Jéhovah, les orthodoxes et leurs alliés politiques veulent non seulement limiter mais aussi interdire toute activité des témoins en Russie. Suspectés de former une secte, ceux-ci tentent, de procès en procès, de prouver la légitimité de leur mission.

Des groupes, comme l'Armée du Salut ou les disciples de Krishna, se trouvent dans une situation similaire. Pour l'instant, explique le porte-parole de la communauté Krishna, Igor Anikanov, personne ne veut interdire l'activité de cette dernière, mais il lui est impossible de construire un temple à Moscou. La mairie n'a de cesse de réclamer de nouvelles expertises en soulignant la valeur que représente, sur le plan historique, le terrain préalablement attribué et le danger que constitue une construction «plus grande encore» que la cathédrale orthodoxe du Saint-Sauveur. Par ailleurs, l'enregistrement d'organisations locales est souvent refusé. Les disciples de Krishna n'ont pas de relations avec les orthodoxes qui, dans les documents des conciles de 1994 et de 1997, les ont classés dans la même catégorie que les scientologues et autres sectes «totalitaires».

Les représentants des religions menacées reprochent aux hiérarchies des religions traditionnelles de ne jamais intervenir quand leurs fidèles s'en prennent ouvertement aux autres mouvements religieux, y compris les protestants et les catholiques, ce silence légitimant, somme toute, les agressions au nom de la «tradition». En décembre 2003, à Nijni-Novgorod, les autorités locales et les orthodoxes fervents ont réagi violemment à l'annonce par les catholiques de leur intention d'ouvrir un couvent féminin, le maire de la ville étant allé jusqu'à menacer de faire détruire le bâtiment. La hiérarchie de l'Eglise orthodoxe les accusa par ailleurs de mener une politique d'expansion sur le territoire canonique de l'Eglise orthodoxe. Le métropolite Kirill déclara à plusieurs reprises «Nous devons complètement oublier les termes de pays pluriculturel. La Russie, c'est un pays orthodoxe avec des minorités nationales et religieuses»⁽¹⁸⁾.

Quelle politique confessionnelle pour la Russie ?

Durant le premier mandat de V. Poutine, un débat sur la politique confessionnelle de la Russie fut amorcé au sein des structures fédérales. Deux projets de Doctrine des relations entre l'Etat et les religions ont été élaborés et publiés en 2001. Le 5 juin, la Direction générale du ministère de la Justice proposait un premier document ; trois jours plus tard, la chaire des religions de l'Académie de la Fonction publique de Russie en publiait un autre. Or, les deux projets, présentés comme alternatifs, étaient pratiquement identiques. Ils introduisaient le terme de «religions traditionnelles» dans le champ législatif, auxquelles ils conféraient un certain nombre de garanties. Début 2002,

l'Académie diffuse un nouveau texte, qui repose cette fois sur les recommandations d'une conférence organisée par G. Poltavtchenko. En mai, le vice-président du Comité parlementaire pour les questions religieuses, propose encore un nouveau projet qui sera suivi par une multitude d'autres. En décembre, une proposition de Doctrine du partenariat social entre l'Etat et les organisations religieuses traditionnelles est déposée à la Douma⁽¹⁹⁾. Les élections législatives de décembre 2003 ont entraîné quelques changements dans les comités parlementaires, mais l'examen du texte se poursuit. Parallèlement, les dirigeants politiques et les hiérarchies religieuses ont commencé à débattre de la nécessité de réviser la loi de 1997. La commission pour les questions liées aux organisations religieuses près le gouvernement a entamé le 6 novembre 2001, alors qu'elle était présidée par Andrei Sebentsov, une réflexion sur cette loi. Au même moment, le Comité de la Douma pour les questions religieuses se lançait dans la même entreprise.

● L'Eglise orthodoxe en première ligne

Ces débats opposent les pro-orthodoxes, notamment les communistes, pour lesquels l'orthodoxie constitue une référence à la russité et au patriotisme et qui veulent encore durcir la réglementation, aux libéraux. Le Patriarcat est fortement intéressé par les projets de Doctrine et la révision des lois, car il cherche à obtenir une reconnaissance officielle de l'Eglise orthodoxe. Celle-ci veut être en première ligne des débats, conserver ses privilèges, placer aux postes stratégiques ses représentants et partisans, comme ce fut le cas lors de la création d'un Conseil d'experts sur la politique nationale et les questions religieuses dans le district du Centre dirigé par G. Poltavtchenko. Le père Antonii

Iline, proche du métropolite Kirill, a été élu à la tête d'une commission des relations religieuses, créée dans ce district par G. Poltavtchenko afin de mieux contrôler les confessions. Cette commission, comme celles existant au niveau fédéral, a un double rôle : d'une part, informer le pouvoir et garantir ses intérêts, et d'autre part, tenter de participer à la définition de la politique confessionnelle, par exemple en préparant des projets de lois. L'administration présidentielle, par contre, n'a jamais manifesté de véritable intérêt pour ces discussions. Toutefois l'enjeu est majeur puisqu'il concerne la liberté de conscience. Les hiérarques orthodoxes s'y opposent, tandis que l'Etat la garantit dans la Constitution et un certain nombre de lois. Par ailleurs, la Doctrine des relations entre l'Etat et les religions ne vise pas à garantir la liberté religieuse de chaque individu, mais à protéger les droits des fidèles et, avant tout, des institutions religieuses qui les représentent. Ainsi, la liberté religieuse va devoir s'inscrire dans un cadre de «politique confessionnelle» qui n'existe pas encore.

Le choix opéré par le pouvoir de procéder à un classement des confessions, sur lequel il fondera ensuite sa politique rappelle les époques pré-révolutionnaire et soviétique. Cependant, de nombreuses figures orthodoxes s'inscrivent dans cette logique : le père Vsevolod Tchaplina, ex-porte-parole du Patriarcat, le métropolite Gédéon de Stavropol, l'archevêque de Koursk et de Rylsk Iouvenaliï et le métropolite Mefodii Nemtsov. Selon ce dernier, l'Etat russe devrait se construire sur la base spirituelle de l'orthodoxie et la société civile devrait rejeter le modèle occidental au profit des valeurs propres à l'orthodoxie⁽²⁰⁾. Le 27 mai 2004, le métropolite Kirill a pris part au débat sur la législation concernant la liberté de conscience à la Douma. Il s'est opposé radicalement à la «libéralisation cachée» contenue

dans la loi de 1997⁽²¹⁾ et a souligné le besoin urgent de limiter les activités des missionnaires.

En janvier 2003, le Centre Sakharov a organisé à Moscou une exposition intitulée «Attention, religion»⁽²²⁾, qui rassemblait différentes œuvres utilisant la symbolique religieuse (icône, croix, etc.) comme objet d'expression artistique. Quatre jours après son ouverture, elle fut saccagée par des «croyants orthodoxes». Le tribunal a innocenté les vandales et l'Eglise orthodoxe les a qualifiés de héros. Or, les organisateurs et certains artistes, dont le procès a commencé le 15 juin 2004, sont menacés de cinq ans d'emprisonnement pour propagation de haine religieuse. Il s'agit sans aucun doute d'un règlement de comptes politique. Le Centre Sakharov affiche en effet clairement, comme peu d'organismes en Russie, son opposition à la guerre contre les Tchétchènes, aux nouvelles lois restrictives concernant les médias, bref au système poutinien et à ses règles. Une telle exposition «blessant les sentiments des orthodoxes», et exclusivement des orthodoxes, est un bon prétexte pour s'en prendre à un symbole de la lutte pour la liberté et de la défense des droits de l'homme.

● Des intérêts partagés

S'il n'y a pas de politique confessionnelle cohérente en Russie, en revanche le pouvoir favorise en permanence l'Eglise orthodoxe. Tous les acteurs politiques russes la soutiennent dans sa lutte contre les sectes et les nouveaux mouvements religieux. Le danger qu'elle évoque de l'existence d'un extrémisme religieux et de l'emprise croissante des missionnaires étrangers est pris très au sérieux. Les «patriotes orthodoxes» ne cessent de se battre pour que la notion d'extrémisme religieux soit reconnue dans les textes de

façon à en rendre la dénonciation plus aisée. Les orthodoxes et le pouvoir s'accordent sur la nécessité de dispenser une éducation religieuse dans les écoles. La matière «Fondements de la culture orthodoxe» a d'ores et déjà été introduite dans l'enseignement à titre facultatif.

Un tel soutien de la part du monde politique exige en retour des Eglises les plus favorisées une attitude loyale. Elles ne prononcent jamais la moindre condamnation du pouvoir même dans les cas extrêmes tels que la guerre en Tchétchénie, les sévices perpétrés au sein de l'armée ou la gestion des prises d'otages. Ainsi, le Kremlin soumet à sa volonté les organisations non gouvernementales réduisant ainsi la marge de manœuvre de la société civile. Le Patriarcat de Moscou a déjà réussi à établir des liens étroits avec les «structures de force» (c'est-à-dire l'armée, la police et les forces de sécurité). La politique à l'égard des religions montre que ce ne sont pas les Eglises, aussi courtisées soient-elles, qui peuvent influencer l'Etat, mais que c'est ce dernier qui décide. Le manque de cohérence et de contenu véritable

n'empêche pas les hommes politiques, y compris le Président, de prendre ouvertement parti pour la religion la plus traditionnelle de Russie.

Les relations entre le monde politique et le monde religieux continuent d'alimenter les débats au plus haut niveau. Chacun use et abuse de la référence au religieux. L'Etat trouve son intérêt dans le soutien de certains groupes, mais il les tient sous un contrôle étroit, quand il ne les manipule pas. La croyance, la pratique ou même le respect des normes morales auxquelles on réduit le plus souvent les religions semblent n'intéresser personne. Ainsi, l'Etat participe à la reconstruction des bâtiments culturels s'ils font partie des monuments historiques, mais refuse de s'associer à toute action éducative, sociale ou caritative. La société russe reste donc une des plus sécularisées au monde. Les questions de fond disparaissent sous l'ampleur des préoccupations politiques et bureaucratiques, et les vrais problèmes religieux ne sont pas résolus. Les relations entre l'Etat et les religions profitent ainsi, en Russie, aux intérêts et aux stratégies des hommes au pouvoir.

Notes :

(1) D. Fourman, K. Kaairiainen, *Starye tserkvi i novye verouïouchtchie* (Les anciennes églises et les nouveaux croyants), Letnij Sad, Saint-Pétersbourg-Moscou, 2000 ; B. Dubin, «Religioznaia vera v Rossii devianostykh godov» (La foi religieuse en Russie dans les années 1990), *Monitoring obchtchestvennogo mnenia*, n° 1, janvier-février 1999, p. 37 ; enquêtes de l'institut ROMIR, 8-13 novembre 2003, www.romir.ru/eng/research/02_2004/ortho.htm ; entretiens de l'auteur avec D. Fourman, co-auteur de *World Values Surveys* en Russie, juin 2002.

(2) L'orthodoxie russe a connu plusieurs divisions appelées en termes ecclésiastiques schismes. Au XVII^e siècle, les orthodoxes opposés aux réformes ont formé une Eglise des Vieux croyants qui se divisa en de multiples branches par la suite. Au XX^e siècle, l'émigration russe, désapprouvant la collaboration de la hiérarchie orthodoxe avec le pouvoir soviétique, forma l'Eglise orthodoxe russe hors frontières. De nombreuses autres scissions ont eu lieu mais elles furent moins significatives.

(3) Sovet muftiev Rossii, *Islam i musulmane v Rossii*, (Islam et musulmans en Russie), KDT, Moscou, 1999, p. 163-165 ; Mufti Ravil Gainoutdin, «Rossiiskaia Federacia - eto ee narody, ispovedouïouchtchie raznye religii», (La Fédération de Russie, ce sont ses peuples, ayant des croyances différentes), *Rossia i musulmanskii mir*, n° 3, (57), 1997, pp. 4-14.

(4) *Slovar religii narodov sovremennoi Rossii*, (Dictionnaire des religions des peuples de la Russie contemporaine), Respublika, Moscou, 1999, p. 608 ; L. Beauvisage, *La croix et la faucille*, Bayard, Paris, 1998, p. 65.

- (5) S. Riakhovskii, président de l'Union russe des chrétiens de foi évangélique pentecôtiste, «Estestvennyi patriotizm» (Le patriotisme naturel), *Jivaia vera*, novembre 2003, www.alie-faith.ru/newspaper_68/06_natural.shtml ; S. Filatov, «Religia v postsoveckoi Rossii» (La religion dans la Russie post-soviétique), *Religia i obchtchestvo*, Letnij Sad, Saint-Pétersbourg-Moscou, 2002, p. 478. Contrairement à certains politiciens et hiérarques orthodoxes, les chercheurs russes déclarent que le nombre des sectes est très limité : une centaine dans toute la Russie in M. Chterin, *Novye religioznye dvijenia v Rossii 1990-kh godov* (Les nouveaux mouvements religieux en Russie dans les années 1990) ; D. Fourman, K. Kaariainen, *op. cit.*, p. 159, 174
- (6) ROMIR, *op.cit.*
- (7) Consultable sur le site www.muslim.ru.
- (8) A. Verkhovskii, «Religiozny faktor v parlamentskoï kampanii 1999 g.» (Le facteur religieux dans la campagne parlementaire 1999) et «Religiozny faktor v prezidentskoï kampanii i v formirovanii ideologii novogo pravlenia» (Le facteur religieux dans la campagne présidentielle et dans la formation de l'idéologie de nouvelle gouvernance), www.panorama.ru/works/patr/bp/7rus.html; www.panorama.ru/works/patr/bp/9rus.html.
- (9) A. Makarkin, «Vsemirny rousski narodny sobor : tserkov, vlast, biznes» (Assemblée mondiale du peuple russe: église, pouvoir et business), www.politcom.ru/11022004/print.php.
- (10) O. Nedoumov, M. Smirnov, «Ochibka prezidenta ili tonki rastchet », (Une faute du Président ou un calcul minutieux), *Nezavisimaia Gazeta Religii*, 15 janvier 2003. Le mouvement dirigé par R. Gainoutdin rassemble 49 % des communautés musulmanes contre 25,2 % pour celui présidé par T. Tadjouddin.
- (11) A. Lampsi, «Zakon i tradytisia», (La loi et la tradition), *Nezavisimaia Gazeta Religii*, 11 juillet 2001.
- (12) www.credo.ru, 15 février 2002.
- (13) «Rossiia stroit otnochenia s Vatikanom s utchetom pozitsii RPC», (La Russie construit ses relations avec le Vatican en prenant en compte les positions de l'Eglise orthodoxe), *Regiony Rossii*, 14 novembre 2002 ; V. Goregliad, in «Rossiia rimskaia provintsia» (La Russie, province de Rome), *Nezavisimaia Gazeta*, 19 mars 2002.
- (14) L. Uzzell, «Autocracy or Theocracy ?», *The Moscow Times*, 29 juillet 2004.
- (15) A. Verkhovskii, «Religioznaia ksenofobia : sovremennye tendentsii» (La xénophobie religieuse : tendances contemporaines), www.religion.sova-center.ru/publications/347B151/35FC8D9?print=on.
- (16) K. Rousselet, «La nébuleuse évangélique en Russie : de la mission étrangère à la surenchère nationale», *Critique Internationale*, janvier 2004, p. 136.
- (17) L. Uzzell, «O politike Poutina po otnocheniou k religiozным organizatsiam» (Sur la politique de Poutine face aux organisations religieuses), www.religion.sova-center.ru/discussions/18BAA14/18FA5E9/389E1E2?print=on
- (18) Métropolit Kirill, «Rossia-pravoslavnaia, a ne mnogokonfessionalnaia strana» (La Russie est un pays orthodoxe et non pluriconfessionnel), *Radonej*, n° 8, 2002, cité par A. Verkhovskii, «Bespokoïnoe sosiedstvo : RPC i putinskoe gosudarstvo» (Un voisinage troublant : L'Eglise orthodoxe et la Russie de Poutine), *Rossia Poutina : Pristratnyi Vzgliad*, Panorama, Moscou, 2003, p. 85.
- (19) S. Bourianov, «Svoboda sovesti.Otnochenia gosudarstva s religioznymi obedineniami» (La liberté de conscience. Relations entre l'Etat et les organisations religieuses), www.religion.sova-center.ru/publications/347B151/38DA5CB?print=on.
- (20) *Rousskaia linia*, 15 décembre 2001, www.rusk.ru/news/01/12/new15_12a2.htm.
- (21) www.portal-credo.ru/site/print.php?act=news&id=22705.
- (22) www.portal-credo.ru/site/print.php?act=news&id=23119.